



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de la protection des populations  
Service environnement et prévention des risques  
Guichet unique**

**Arrêté préfectoral n° 152-DDPP-23  
portant mise en demeure de régularisation administrative  
Société Navy Lest International – Rue Georges Sand – La Talaudière (42350)**

Le Préfet de la Loire

**Vu** le code de l'Environnement et notamment ses articles L. 171-6, L.171-7, L.171-8, L. 511-1, L.514-5 ;  
**Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-005 du 6 février 2023 portant délégation permanente de signature à M. Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Etienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral du 17/10/2020 autorisant l'activité de la société Navy Lest ;  
**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la DREAL, établi à la suite d'une inspection réalisée sur site le 16 mars 2023 ;  
**Vu** le projet d'arrêté transmis à l'exploitant le 12 avril 2023 ;  
**Vu** l'absence de réponse sur le projet d'arrêté susvisé ;  
**Considérant** que lors de la visite en date du 16/03/2023 les inspecteurs des installations classées ont constaté les faits suivants :  
- utilisation d'un atelier non prévu dans le dossier d'autorisation de l'exploitant ;  
- non captation des fumées des fours de fusion de plomb ;  
**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.1 et 5 de l'arrêté préfectoral susvisé ;  
**Considérant** que le fonctionnement de l'installation sans captation de ses fumées est susceptible de présenter de graves dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement en cas d'émission de poussières de plomb dans le voisinage du site ;  
**Considérant** qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société Navy Lest International de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de porter à connaissance pour son deuxième atelier de fusion de plomb ;  
**Considérant** que face à l'émission de fumées contenant des poussières de plomb, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Navy Lest International de respecter les prescriptions / dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la Préfecture de la Loire

**ARRÊTE**

**Article 1 :**

La société Navy Lest International exploitant une fonderie de plomb sur la commune de La Talaudière est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un porter à connaissance en application de l'article L. 181-14 du code de l'environnement pour son deuxième atelier de fusion de plomb jouxtant la fabrique de pâte à pizza ;
- en cessant l'activité de cet atelier en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai d'un mois, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de porter à connaissance, ce dernier doit être déposé (ou adressé ou télédéclaré) dans un délai de 3 mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## Article 2

La société Navy Lest International exploitant une fonderie de plomb sur la commune de La Talaudière est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2020 en :

- proposant sous 15 jours des solutions de captation des fumées lors de la fusion du plomb ou lors de l'usinage de pièces en plomb. Ces propositions seront faites après avoir consulté la médecine et l'inspection du travail. Les avis des organismes consultés ou bon de commande seront transmis à l'administration. Les délais de mise en œuvre de la solution technique retenue seront soumis à l'inspection des installations classées ainsi qu'à la médecine du travail. En cas de délai de mise en œuvre trop long, l'industriel proposera des mesures temporaires.
- L'efficacité du système de captation des fumées ou des mesures temporaires sera évaluée par une campagne de mesures et de leur conformité par rapport à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

## Article 3

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 et 2 du présent arrêté dans le délai prévu au même article, la fermeture ou la suppression des installations sera ordonnée, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées à l'encontre de l'exploitant conformément au II l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

## Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lyon, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

## Article 5


Le secrétaire général de la préfecture, Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, le directeur départemental de la protection des populations et le maire de La Talaudière sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

En application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'état de la Loire pendant une durée minimale de deux mois.

Saint-Étienne, le 05 MAI 2023

Copie adressée à :

- Société Navy Lest International  
606 rue Georges Sand  
42350 La Talaudière
- Mairie de La Talaudière
- Inspection des installations classées, DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général  
  
Dominique SCHUEFENECKER